

## Compte rendu du déjeuner du CEES autour de Pervenche Berès

29 septembre 2017

*Le 29 septembre, les membres du Cercle Europe Economie Sociale ont eu l'occasion d'échanger avec Pervenche Berès, eurodéputée socialiste, membre de la commission des affaires économiques et coordinatrice du S&D. La députée a fait un point sur la place du social dans le futur de l'Europe, et est ensuite revenue sur les travaux européens en matière de services financiers tels que la réforme des Autorités de supervision européennes et le produit pan-européen de retraite personnelle.*

En guise d'avant-propos, Pervenche Berès a rappelé qu'en effet, le sujet de l'économie sociale et solidaire est encore peu porté politiquement par la Commission. Pour preuve, Jean-Claude Juncker n'en a pas parlé dans son discours sur l'Etat de l'Union du 13 septembre et n'a pas non plus poussé à son intégration dans le Socle européen des droits sociaux. D'après la députée, ce manque de reconnaissance politique est un vrai problème puisque les objectifs même du Socle européen des droits sociaux sont réalisés par les acteurs de l'ESS.

Pervenche Berès a appelé le secteur de l'ESS à prendre le sujet autrement, à revenir par des angles nouveaux pour parler d'une manière modernisée de l'ESS, en s'éloignant des questions de statut. Pour elle, l'angle stratégique est le plan d'action social qui déclinera concrètement le socle.

Elle a poursuivi en soulignant l'importance pour l'Union européenne de réinvestir les actions sur les questions sociales. Le Socle ne devrait donc pas être compris comme une fin en soi, mais comme un véhicule de cette nouvelle orientation politique, le début d'un processus. Ce travail de redéfinition des horizons politiques de l'UE est notamment l'une des grandes priorités de travail du S&D en 2018. Les socialistes débattront en particulier le 18 octobre de leurs réflexions sur l'Europe du futur, et sur leurs relations politiques avec le PPE.

Le discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron bouscule à Bruxelles et notamment au sein du S&D. Le sujet fait débat, entre les partisans d'une approche opposant classiquement gauche/droite et ceux qui se repositionnent entre pro/contre l'UE. Ce clivage sera clé lors des élections européennes de juin 2019.

Pervenche Berès est ensuite revenue sur les travaux du Parlement et de la Commission :

- **Sur les fonds pour l'entrepreneuriat social et l'EFSI 2.0** qui sont deux règlements discutés en ECON en cours de finalisation et offrent de belles opportunités pour les projets de l'ESS
- **Sur le PEPP** (produit pan européen de retraite personnelle), les socialistes ne soutiennent pas entièrement la proposition de la Commission. Le S&D souhaitait plutôt que soit créé un « Plan d'épargne retraite pan européen ». Les députés socialistes n'ont pas souhaité prendre la direction des travaux du Parlement. C'est finalement les libéraux qui s'en sont saisis en nommant la néerlandaise Sophie In't Veld.  
D'après certains membres du CEES, ce choix de rapporteure n'est pas neutre. En effet, certains estiment que le PEPP risque de créer un déséquilibre concurrentiel entre les assureurs et les mutuelles puisque le PEPP ne concerne que les fonds de pension. Pour les membres du Cercle, afin d'assurer un marché des capitaux juste, équitable et fonctionnel, il est essentiel d'avoir un produit capable d'être vendu par tous les acteurs.
- **Sur la réforme des ESAs** (autorités européennes de supervision), Pervenche Berès souhaiterait être rapporteure, afin d'amender la proposition sur deux points qui lui semblent majeurs ; d'une part l'absence de consultation du Parlement dans la nomination des organes de gouvernance des ESAs, et d'autre part l'équilibre des rapports de force entre les ESAs et les autorités nationales. La députée a aussi été sensibilisée à l'action des ESAs qui oscillent entre supervision et régulation. Leur rôle doit avant tout être celui de la supervision.
- **Sur la relocalisation des Agences européennes**, trois villes sont actuellement en tête ; Francfort, Paris et Amsterdam. Selon Pervenche Berès, la priorité française n'est pas d'accueillir l'Autorité Bancaire européenne,

mais plutôt de prendre la tête de l’Eurogroupe. Cette ambition pourrait donc être stratégique pour l’Allemagne qui se verrait alors recevoir l’ABE. Les discussions sont en cours dans les Etats et au sein du Parlement. L’Allemagne a déjà le siège de l’EIOPA ce qui pourrait poser des difficultés si elle devait avoir le siège de l’EBA. Selon Pervenche Berès, la solution pourrait être d’installer l’ABE à Amsterdam qui est un terrain plus neutre.

- **Sur le SMIT** (outil de collecte d’informations du marché), les membres du CEES ont alerté la députée de la proposition du règlement qui obligera les grandes entreprises à dévoiler des informations sensibles relatives à leurs activités au sein du Marché unique, lorsque la Commission le leur demandera.
- **Sur la finance durable**, Pervenche Berès a confirmé que le Parlement était en train de rédiger un rapport d’initiative sur le sujet. Le rapport ne sera pas finalisé avant la publication de l’initiative de la Commission. Dans ce cadre, plusieurs députés, dont Pervenche Berès, vont soumettre une question orale à la Commission. Des membres du CEES ont en parallèle alerté la députée que dans son futur rapport de recommandations, les Groupe d’experts de la Commission ne reconnaissait pas le rôle que joue l’ESS dans l’accomplissement des objectifs socialement responsables.

•••